

Indice trimestriel du coût de la main-d'œuvre

Année de référence 2004

Rapport qualité

Art. 2 du Règlement (CE) N° 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) n° 450/2003 du Parlement et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre

Sommaire

INTRODUCTION	3
1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES	5
1.1. LES DONNEES PROVENANT DE L'IGSS.....	5
1.1.1. <i>Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)</i>	5
1.1.2. <i>La disponibilité des fichiers IGSS</i>	6
2. DESCRIPTIF DE L'ICM.....	7
2.1. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS DES UTILISATEURS	7
2.2. PRECISION DES DONNEES	7
2.2.1. <i>Historique des révisions</i>	7
2.2.2. <i>Couverture</i>	7
2.2.3. <i>Fréquence</i>	8
2.2.4. <i>Estimation</i>	9
2.2.5. <i>Heures travaillées</i>	9
2.2.6. <i>Données administratives</i>	9
2.3. ACTUALITE ET PONCTUALITE	9
2.4. ACCESSIBILITE ET CLARTE.....	10
2.5. COMPARABILITE	10
2.6. COHERENCE	10
2.7. EXHAUSTIVITE	11
2.7.1. <i>Les données des enquêtes CMO</i>	11
2.7.2. <i>Le ratio des jours ouvrés</i>	11
3. REFERENCES	12

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DE L'INDICE DU COUT TOTAL DE LA MAIN-D'OEUVRE POUR LES REGROUPEMENTS NACE REV. 1 C A E ET G A K: 1998 T1 - 2004 T4 (2000=100).....	10
--	----

INTRODUCTION

Ce document correspond au deuxième rapport qualité¹ annuel portant sur le calcul des séries sur le coût de la main-d'œuvre (ICM) par le Statec. Il présente la méthodologie encore appliquée au cours de l'année 2004 et donne, sous la rubrique "Exhaustivité", un aperçu de l'état d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre des Règlements² CE (ci-après nommé « règlement sur l'ICM »).

En 2004, les travaux d'harmonisation recherchée ont porté sur:

1. *les variables retenues*³: ainsi, dans son article 4, le règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main d'œuvre, renvoie, pour la définition des différentes composantes du coût total, aux classifications retenues dans l'annexe II du règlement (CE) N°1726/1999.
2. *le champ d'application*: dans son article 3, le règlement sur l'ICM retient toutes les activités définies aux sections C à O de la NACE Rév. 1.
3. *la définition des heures travaillées intervenant dans les pondérations de l'indice*: dans son article 2, le règlement sur l'ICM retient la définition du règlement (CE) N°2223/1996 (SEC 95).

Les travaux concernant les points 1 et 3 ont pu être achevés fin 2004, ce qui permettra, en 2005, la transmission des nouvelles séries couvrant les sections NACE Rév.1 C à K, conformément aux exigences du règlement 450/2003.

La formule à retenir pour le calcul de l'indice de coût du travail est de type Laspeyres-chaîne. Elle est décrite comme suit dans l'annexe II du règlement sur l'ICM portant application du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre:

1 Cf. art. 8 du RÈGLEMENT (CE) No 450/2003 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 février 2003 relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre et art.2 du RÈGLEMENT (CE) No 1216/2003 DE LA COMMISSION du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) no 450/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre.

Le Luxembourg, comme la plupart des autres Etats membres, a profité d'une période de transition de 2 ans sur l'ensemble des dispositions. Par conséquent, la transmission conformément aux stipulations susmentionnées doit se faire endéans les 70 jours après le premier trimestre de référence de 2005. La transmission des séries couvrant les sections LMNO de la NACE Rév.1 et comprenant la variable « coût total hors primes », ne doit avoir lieu endéans les 70 jours suivant le premier trimestre de 2007.

2 RÈGLEMENT (CE) No 450/2003 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 février 2003 relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre et RÈGLEMENT (CE) No 1216/2003 DE LA COMMISSION du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) no 450/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre.

3 Les quatre composantes du coût du travail pour lesquelles des indices doivent être calculés sont :

- le coût total de la main-d'œuvre,
- le coût total de la main-d'œuvre à l'exclusion des primes,
- les salaires et traitements,
- les cotisations sociales à la charge de l'employeur, les impôts à la charge de l'employeur diminués des subventions au bénéfice de l'employeur.

Les définitions de ces variables renvoient à l'annexe II, section D, du Règlement de la Commission N°1726/1999 portant application du règlement N°530/1999 du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre concernant la définition et la transmission des informations sur le coût de la main-d'œuvre. Ces indices seront établis par activités économiques, au moins au niveau des sections de la NACE Rév. 1

- w_i^{tj} = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i au trimestre t de l'année j
 ω_i^k = les coûts du travail par heure travaillée des salariés dans l'activité i l'année k
 h_i^k = les heures travaillées des salariés dans l'activité i l'année de base k
 W_i^k = $\omega_i^k * h_i^k$ = coûts du travail des salariés dans l'activité i l'année de base k .

2. L'ICM pour le trimestre t de l'année j , avec une année de base k est défini comme :

$$ICM_{tj(k)} = \frac{\sum_i w_i^{tj} h_i^k}{\sum_i \omega_i^k h_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) \omega_i^k h_i^k}{\sum_i W_i^k} = \frac{\sum_i (w_i^{tj} / \omega_i^k) W_i^k}{\sum_i W_i^k} \quad \text{où } 1 \leq t \leq 4.$$

3. Les pondérations utilisées pour calculer l'indice sont donc : $\frac{W_i^k}{\sum_i W_i^k}$

4. Le chaînon annuel de l'année l à l'année $l+1$, où $0 \leq l < l+1 < j$ est défini par :

$$L_{l,l+1} = \frac{\sum_i \omega_i^{l+1} h_i^l}{\sum_i \omega_i^l h_i^l}.$$

5. La formule de l'indice Laspeyres-chaîne pour le trimestre t de l'année j , année de base $k=0$ et m l'intervalle requis pour traiter et appliquer les poids annuels, où $1 \leq m \leq 2$, est définie comme :

$$ICM_{tj(0)} = 100. (L_{0,1}) . (L_{1,2}) \dots (L_{j-(m+1),j-m}) . ICM_{tj(j-m)}.$$

1. DESCRIPTION DES SOURCES DE DONNEES UTILISEES, DE LA CORRESPONDANCE ENTRE LA COUVERTURE, DE LA COMPARABILITE DES DONNEES RETROSPECTIVES ET ACTUELLES

En 2004, les fichiers administratifs mis à la disposition du Statec par l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), constituent encore la seule source de données. Les renseignements disponibles dans les fichiers sont agrégés au niveau de 5 chiffres de la NACE Rév.1.

Les données de l'IGSS sont disponibles depuis 1994. La méthodologie et le contenu des fichiers sont restés stables sur toute la période, sauf le passage de la nomenclature NACE 70 vers la NACE Rév. 1 qui s'est déroulé sur le premier trimestre de 1997.

Trois séries d'indices ont été construites pour les combinaisons des sections suivantes C_D_E, G_H_I, G à K, J_K, C à K et ont été transmises à EUROSTAT:

- le coût total horaire,
- les salaires et traitements bruts par heure,
- les autres coûts (part patronale de charges légales de Sécurité sociale) par heure.

Actuellement, les séries s'entendent "brutes", c.-à-d. non désaisonnalisées et non corrigées des jours ouvrés.

1.1. Les données provenant de l'IGSS

Les données provenant de l'IGSS et utilisées pour le calcul sont les suivantes:

- Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, transmis en t+3 mois après le trimestre de référence⁴.
- Les fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi (transmis en t+2 mois après le trimestre de référence, en version estimée).

Les fichiers "t+2" sont utilisés pour satisfaire au règlement européen qui demande une disponibilité de l'ICM 70 jours après la fin de chaque trimestre de référence. Les données comprises dans ce fichier couvrent 80% de l'ensemble des déclarations de salaires auprès des services de la Sécurité sociale.

1.1.1. **Champ couvert par le fichier mensuel "salaires-emplois" de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS)**

Il s'agit d'un fichier mensuel de personnes affiliées, dans lequel sont comptées toutes les personnes ayant une occupation au dernier jour du mois. Une personne ayant plusieurs emplois au dernier jour du mois n'est comptée qu'une seule fois **dans son occupation principale** (c'est-à-dire dans celle

❖ ⁴ A l'avenir, des fichiers mensuels sur les salaires et l'emploi, à t+12 mois après le trimestre de référence en version définitive, seront intégrés dans le calcul de l'ICM, ainsi que le fichier « plafond » qui contient la partie des salaires non incluse dans le fichier mensuel.

correspondant au plus grand nombre d'heures travaillées). Cependant, les variables concernant les salaires, gratifications, cotisations et heures ouvrées concernent l'ensemble des emplois occupés au cours du mois.

Le fichier comprend également les emplois intérimaires qui sont classés dans le secteur d'activités de l'entreprise d'intérim qui les emploie. Il contient les entreprises de toutes tailles.

La codification de l'activité en NACE se fait au niveau de l'employeur déclarant (unité légale=matricule) et non pas au niveau de l'établissement. A noter que le prélèvement des cotisations sociales est soumis à un plafonnement sur les salaires. Jusqu'en 1999, les obligations de déclaration auprès de la sécurité sociale, ne concernaient que la masse salariale située en dessous de 7 fois ce plafond. Certains employeurs déclarent la totalité des salaires. Par conséquent, les fichiers salaires - emplois de l'IGSS ne comprenaient de manière exhaustive que la masse salariale située en dessous de 7 fois ce plafond. Signalons qu'une partie des salaires individuels située au-dessus de 7 fois ce plafond ne représente que 2% du coût total.

Les fichiers fournis mensuellement par l'IGSS sont détaillés par :

- Statut professionnel (seuls les salariés sont conservés pour calculer l'ICM),
- Nature de l'emploi (seuls les actifs sont conservés),
- Temps de travail,
- Résidence de l'employeur,
- Résidence de l'assuré,
- Sexe

Parmi toutes les données disponibles dans les fichiers mensuels, seules les données utiles pour calculer l'ICM sont conservées. Il s'agit :

- Code NACE Rév.1, à 5 positions (seuls les codes correspondant aux sections C à K sont conservés),
- des heures payées dans le mois,
- des salaires et traitements bruts mensuels déclarés,
- des gratifications,
- et des cotisations sociales obligatoires patronales.

1.1.2. La disponibilité des fichiers IGSS

Actuellement, les fichiers salaires-emplois de l'IGSS sont mis à la disposition du Statec, 90 jours (soit t+3 mois), après la fin de la période de référence. Il ne semble pas que cette durée puisse être raccourcie.

Des fichiers de base (t+3) cohérents sont disponibles depuis l'année 1994.

Ces fichiers sont diffusés une deuxième fois sous une forme définitive, 9 mois plus tard, soit 12 mois (t+12) après la fin de la période de référence. Ils ne sont pas encore intégrés dans les calculs de l'ICM actuel mais ils le seront en 2005.

Depuis le dernier trimestre de 2003, le Statec utilise un fichier "t+2" mois après la période de référence qui couvre plus de 80% des salaires - emplois déclarés. Ce fichier concerne les données pour les mois: mars, juin, septembre et décembre. Il est utilisé pour fournir, endéans les 70 jours après le trimestre de référence, une première version de l'ICM à Eurostat.

2. DESCRIPTIF DE L'ICM

La constitution des séries de l'ICM permet d'analyser l'évolution de l'indice du coût du travail, de 1994 à 2004. Comme la source des données est une source administrative stable, les différences méthodologiques ou les ruptures de séries sont peu fréquentes.

Le présent rapport veut répondre aux différentes questions incluses dans le rapport qualité d'après l'annexe 1 du règlement européen n°1216/2003.

2.1. Pertinence par rapport aux besoins des utilisateurs

Les principaux utilisateurs sont EUROSTAT et d'autres institutions européennes, occasionnellement la Banque Centrale du Luxembourg et finalement le STATEC lui-même en publiant les séries. La série sur le coût total horaire figure dans l'annexe de la « Note de Conjoncture » disponible sur le site web du Statec: http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html. La série sur les salaires et les traitements bruts par heure est publiée par le Statec, sous l'adresse web: http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/index.html, à la rubrique « Economic and financial data for Luxembourg » présentant les « Indicateurs économiques et financiers suivant le standard (SDDS) du FMI ».

Pas de retours utilisateurs sont à notifier. Ainsi, le Statec estime que les besoins de la plupart des utilisateurs sont satisfaits.

2.2. Précision des données

Dans le cadre de ce rapport qualité, peu d'informations sur des modifications ou améliorations des séries peuvent être fournies, sauf que des progrès sensibles ont été réalisés en rapport avec la rapidité de la disponibilité des données. Certaines améliorations sont à l'étude et ne prennent effet qu'avec la transmission des données du premier trimestre de 2005⁵, en début juin 2005.

2.2.1. Historique des révisions

Avec l'utilisation des fichiers "t+2" à couverture de 80% pour un trimestre Q1 p. ex., une révision des données pour ce même trimestre s'impose au moment de la disponibilité des fichiers t+3 mois de ce trimestre Q1. Ainsi, au moment de la production des données du trimestre Q2, les résultats du trimestre précédent sont révisés. Des révisions ont été faites à partir des indices 2003Q4.

2.2.2. Couverture

Dans le cadre du programme statistique communautaire, le STATEC établit des indices trimestriels pour retracer l'évolution du coût horaire de la main-d'œuvre.

⁵ Le Luxembourg bénéficie, comme d'autres Etats membres, d'une dérogation aux Règlements CE en question jusqu'en mars 2005.

Au numérateur de l'indicateur figurent:

- les salaires et traitements bruts, avant déduction des impôts et de la part salariale des cotisations sociales,
- les gratifications, et
- les cotisations sociales patronales obligatoires;

et au dénominateur:

- les heures rémunérées: les heures effectivement travaillées n'étant pas disponibles.

Les données à la base de cet indicateur proviennent des fichiers mis à la disposition par la Sécurité sociale et concernent la totalité des salariés y affiliés. Les fichiers couvrent les frontaliers venant travailler au Luxembourg et excluent les résidents travaillant à l'étranger. Les fonctionnaires travaillant auprès des institutions internationales ne sont pas inclus. Les employeurs sont classés d'après leur activité principale dans les sections NACE Rév. 1 respectives. La transmission des fichiers administratifs de l'IGSS au Statec se fait mensuellement avec un écart d'environ t+3 mois et quelques jours. Des fichiers t+2 mois après le mois de référence, à couverture réduite (80% des déclarations de salaires et traitements), sont transmis pour les mois mars, juin, octobre et décembre, permettant ainsi de raccourcir les délais de transmission.

La part⁶ des salaires dépassant sept fois le salaire social minimum n'est pas comprise dans ces fichiers en raison du plafond déclarable appliqué par la Sécurité sociale. Des améliorations quant aux éléments du coût et aux heures travaillées sont en cours d'être étudiées, afin de satisfaire aux stipulations des Règlements CE en cette matière.

Les données concernent les sections C à K de la NACE rév.1.

Une décomposition aux agrégats suivants est disponible actuellement:

- C+D+E (Industrie)
- D (Industrie manufacturière)
- F (Construction)
- G (Commerce)
- G+H+I (Commerce, Hôtels et restaurants, Communication et Transports)
- J+K (Activités financières; Immobilier, Location et services aux entreprises)
- C à K.

Sections Nace Rév.1	Couverture des salariés	Couverture des salaires et traitements bruts	Couverture des cotisations sociales légales (part patronale)
C à K	100%	98%	100%

2.2.3. Fréquence

Les données mensuelles sont fournies, en principe, régulièrement par l'IGSS.

⁶ Cette part ne représente

2.2.4. Estimation

Aucune estimation n'est faite sur les données. Celles-ci, sont gardées brutes telles que fournies par l'IGSS. Le trimestre de référence représente la moyenne des 3 mois respectifs.

2.2.5. Heures travaillées

Actuellement, l'indice horaire est calculé sur la base des heures payées disponibles dans les fichiers administratifs. A l'avenir, les heures travaillées seront estimées à partir des heures payées fournies dans les fichiers de l'IGSS et du ratio entre les heures payées et les heures travaillées issues de l'enquête quadriennale sur le coût de la main-d'œuvre.

En moyenne, des NACE des sections C à K, les heures travaillées correspondent à 81,6% des heures payées. La dispersion de ce taux est de 68,1% pour la NACE 64.110 et de 87,9% pour la NACE 51.410.

2.2.6. Données administratives

Jusqu'à présent, toutes les données utilisées pour calculer l'ICM sont des données administratives.

Les limites des données administratives utilisées portent sur le classement des salariés selon l'activité principale (sections LMNO de la NACE Rév.1) de l'entreprise et sur le travail sur des heures payées et non pas travaillées.

Le reclassement des salariés, selon leur activité réelle, est à l'étude, principalement pour les secteurs de l'éducation et de la santé.

2.3. Actualité et ponctualité

Jusqu'à la fin de 2003, la transmission de l'ICM à EUROSTAT s'est faite avec un délai d'environ 100 jours après le trimestre de référence. D'ici là, ce délai a pu être raccourci à 70 jours.

Trimestre de référence	Date de transmission à Eurostat	Délai de transmission exprimé en nombre de jours après la période de référence	Retard exprimé en jours
2003q4	10.03.2004	70	0
2004q1	14.06.2004	75	+5
2004q2	07.09.2004	69	-1
2004q3	08.12.2004	69	-1
2004q4	07.03.2005	66	-4

2.4. Accessibilité et clarté

En général, la série sur le coût total horaire figure dans l'annexe de la « Note de Conjoncture » disponible sur le site web du STATEC: http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/note_de_conjoncture/index.html. La série sur les salaires et traitements bruts par heure est publiée par le STATEC à l'adresse http://www.statec.lu/html_fr/statistiques/index.html sous la rubrique « Economic and financial data for Luxembourg » présentant les « Indicateurs économiques et financiers suivant le standard (SDDS) du FMI ». EUROSTAT publie les données sur le site de New Cronos http://epp.eurostat.ec.eu.int/portal/page?_pageid=1996,45323734&_dad=portal&_schema=PORTAL&screen=welcomeref&open=/labour/earncost/lacosts/lci&language=fr&product=EU_MASTER_labour_market&root=EU_MASTER_labour_market&scrollto=27

Tous ces supports de publications présentent, à côté des données, également les méta données.

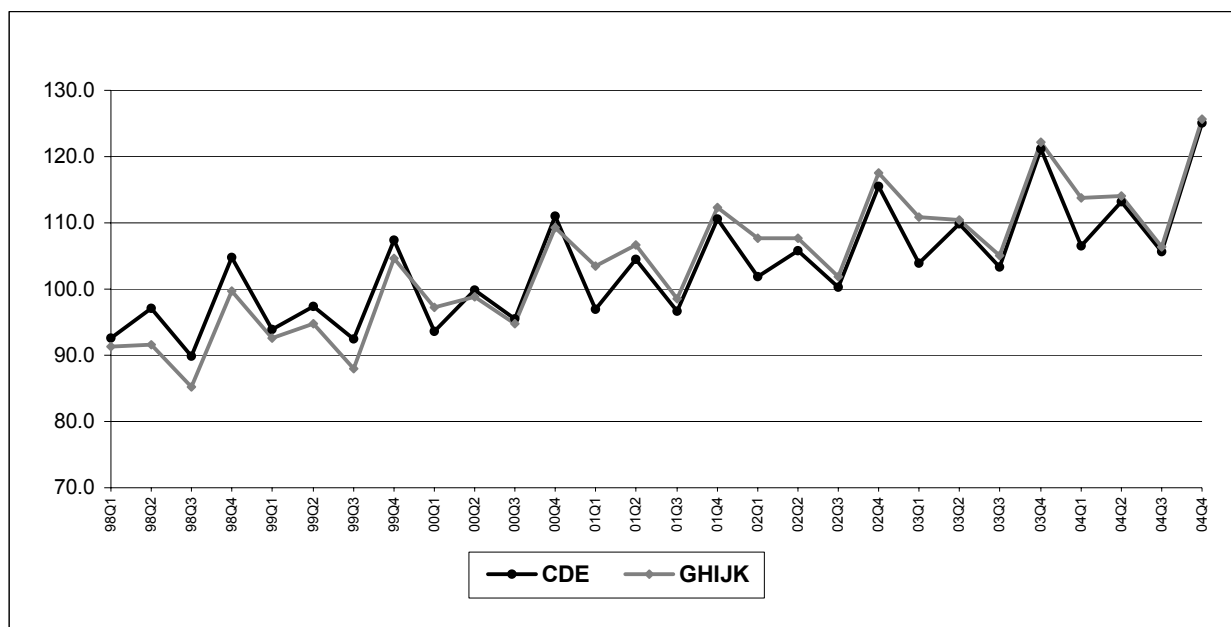
2.5. Comparabilité

Les séries de l'ICM provenant d'une source stable sont elles-mêmes relativement stables.

Une rupture lors du passage de la NACE 70 à la NACE Rév. 1, avait été notée pour quelques sous-sections de la NACE au cours du 1^{er} trimestre de 1997.

Le graphique ci-dessous représente les séries de 1994 à 2003 pour les sections C à E et G à K. Le graphique montre d'ailleurs, le dynamisme particulier du secteur des services.

Graphique 1 : Evolution de l'indice du coût total de la main-d'oeuvre pour les regroupements NACE Rév. 1 C à E et G à K: 1998 T1 - 2004 T4 (2000=100)



2.6. Cohérence

Pour le moment, il n'existe pas de données comparables (notamment sur les heures) permettant d'examiner la cohérence des séries ICM avec d'autres sources. Les résultats sont vérifiés quant à leur plausibilité et comparés à l'évolution de l'indice national des prix à la consommation.

2.7. Exhaustivité

La mise en place du règlement n° 450/2003 a commencé par une analyse exploratoire sur 2002 et s'est poursuivie par la mise en place de la méthodologie retenue sur 2003 et 2004.

Trois axes principaux d'amélioration de l'ICM ont été à l'étude en 2004 :

1. l'intégration des sources de données disponibles au Statec (Enquêtes de 1996 et de 2000 sur le coût de la main d'œuvre (CMO) et le fichier des jours ouvrés par mois, cf. 2.7.1 et 2.7.2),
2. l'intégration des fichiers "plafonds" sur l'historique
3. et le reclassement des salariés selon leur activité réelle et non pas selon l'activité de leur employeur, principalement pour les secteurs de la santé et de l'éducation.

2.7.1. Les données des enquêtes CMO

Les enquêtes CMO permettront de compléter les données de l'IGSS en intégrant la notion d'heures travaillées et en complétant le coût de la main-d'œuvre :

- Les heures travaillées :
L'ICM doit être calculé sur la base des heures réellement travaillées. Or, les heures fournies par l'IGSS sont des heures payées.
Le ratio fourni par l'enquête CMO2000 (heures travaillées / heures payées) est appliqué au niveau NACE sur les données horaires issues de l'IGSS, de façon à obtenir une estimation des heures travaillées.
- La structure du coût non intégrée dans les données salariales de l'IGSS est intégrée d'après les ratios calculés au niveau NACE dans les enquêtes CMO :
 - Le coût des formations : $D2 / D1$:
 - Les autres charges : $D3 / D1$:
 - Les taxes : $D4 / D1$:
 - Les subventions : $D5 / D1$:

Les données sont seulement disponibles sur les NACE Rév.1 de C à K. En 2004, il n'y a pas d'implication des enquêtes CMO sur les données de l'IGSS pour les NACE de L à O.

2.7.2. Le ratio des jours ouvrés

Le règlement prévoit de calculer trois séries pour l'ICM. L'une d'entre elles correspond aux données brutes corrigées des jours ouvrés dans le mois.

Une table a été créée, contenant pour chaque mois, un coefficient correcteur permettant de ramener l'ensemble des mois sur un nombre de jours ouvrés identique, correspondant à la moyenne des jours ouvrés d'une année.

3. REFERENCES

Rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil sur la mise en oeuvre du règlement (CE) n° 450/2003 du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003/* COM/2004/0833 final */.

Règlement (CE) n° 1216/2003 de la Commission du 7 juillet 2003 portant application du règlement (CE) n° 450/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), Journal officiel n° L 169 du 08/07/2003 p. 0037 - 0043.

Règlement (CE) n° 450/2003 du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003 relatif à l'indice du coût de la main-d'œuvre (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) Journal officiel n° L 069 du 13/03/2003 p. 0001 - 0005.

Règlement (CE) n° 1726/1999 de la Commission du 27 juillet 1999 portant application du règlement no 530/1999 du Conseil relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre concernant la définition et la transmission des informations sur le coût de la main-d'œuvre.

Règlement (CE) n° 530/1999 du Conseil du 9 mars 1999 relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d'œuvre.

Règlement (CE) n° 2223/96 du 25 juin 1996 relatif au système des comptes nationaux et régionaux dans la communauté (règlement sec95).